

Les ONG maîtresses absolues des institutions européennes : un colloque révélateur et inquiétant

Posté le : 8 décembre 2023 10:30 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Attitudes, Réforme

À l'invitation du Laboratoire d'analyse des idéologies contemporaines, s'est tenu à la Maison de l'Amérique Latine un colloque sur la perméabilité des institutions européennes à l'islamisme et aux théories Woke. Inscrite dans le monde universitaire, cette petite organisation tranche nettement avec le reste du milieu qui se vautre sans vergogne dans les ravages de l'autodestruction de la civilisation européenne, le masochisme anti occidental, et les théories du genre et de l'intersectionnalité. L'invité d'honneur était Xavier François Bellamy, leader des LR au Parlement européen.

L'idée directrice : oser voir ce qu'on voit, le décrire, le juger. Le résultat est effarant. Les institutions européennes sont gangrenées en profondeur par les idéologies les plus hostiles et sont capables de soumission absolue et vibrante aux institutions qui les portent. La vingtaine d'exemples donnés fait frémir. Il est vrai que le même jour la commissaire Dalli et la commissaire Johansson s'étaient fait remarquer l'une et l'autre pour leur soumission à l'idéologie « diversitaire et intersectionnelle » et leur volonté d'ouverture totale à l'immigration musulmane.

Un des aspects importants est la différence de traitement entre les lobbies et les ONG. Les premiers, innombrables, sont réglementés. Ils doivent être déclarés et les interactions entre les instances européennes et leur représentant doivent être publiques. La défense d'intérêts généraux ou particuliers est légitime mais doit être transparente. Néanmoins que Bruxelles loge la masse de lobbyistes la plus grande du monde (près de 16 000) interroge tout de même un peu. En revanche les ONG sont absolument libres de toutes contraintes et règnent à tous les étages de la machinerie bruxelloise, alors que la majorité d'entre elles sont des faux nez défendant des intérêts particuliers. C'est du lobbyisme pur mais avec l'apparence de l'idéal. On aboutit à une telle interpénétration que certains textes européens sont directement écrits par des ONG et mis en œuvre sans retouche. Rien de cette infection n'est connu dans les Etats membres, où la couverture politique et médiatique de ce qui se passe à Bruxelles est inexistante. Cette occultation est encore aggravée par les techniques mises en place par certaines ONG qui au nom de la lutte contre la « haine » rend impossible d'évoquer le scandale et l'indécence de certaines conséquences. Qui veut parler est systématiquement renvoyé devant les tribunaux.

Le colloque s'est particulièrement penché sur l'état de la recherche scientifique. Pendant longtemps les politiques français se sont attachés à disposer d'une force de recherche scientifique, basée essentiellement sur le CNRS, le CEA et l'INSERM, avec, pour la recherche universitaire, une instance de validation des compétences par des pairs, le CNU. L'auditeur aura été consterné d'apprendre que CNRS et Inserm sont à l'abandon et que les budgets viennent de l'Europe et qu'ils sont tellement gras que tout chercheur pour vivre ou survivre doit aller y pomper ses ressources. La surprise est grande de lire quels sont les critères exigés, qui traduisent intégralement les pires exigences de certaines ONG diversitaires. Les textes fixent le vocabulaire et précisent sans vergogne les résultats que la recherche doit atteindre en matière d'idéologie. Seront privilégiées les recherches portant sur la théorie du genre, l'intersectionnalité et l'inclusion ! Si vous voulez

dégueuler sur l'Occident et l'homme blanc dominateur et indécorable, à vous les 150 000 euros d'un beau contrat antiscientifique et partisan. 40 % des projets financés appartiennent à cette catégorie de projets et n'ont aucun caractère scientifique. Les Etats financent de la pure propagande. La conjonction de l'abandon de la politique nationale de recherche en France et du détournement infâme qui se produit à Bruxelles aboutit à un véritable abandon de compétences scientifiques. Le fait que tout se passe désormais en anglais a découragé beaucoup de scientifiques français d'intervenir dans les institutions européennes.

La partie faible du colloque a été évidente au moment de répondre à la question clé : quoi faire pour corriger ces déviations ? Quand un corps est à peu près totalement gangrené et depuis longtemps, et que personne n'a le moindre pouvoir, de Paris, pour lutter contre des ONG gavées de ressources, notamment les ONG islamistes financées par le Qatar et d'autres pays musulmans, qui n'hésitent pas à corrompre les élus et la bureaucratie, la situation est insoluble. La seule proposition concrète est de créer un CNU européenne. L'Europe ne marche pas ; faisons plus d'Europe ! Hum ! Hum ! Cette CNU fera l'objet de pressions majeures comme les comités et les agences actuelles.

François-Xavier Bellamy s'est signalé par une analyse qu'on peut juger bizarre et contre-productive. Sa mandature a été marquée par un changement important dans le comportement de la délégation LR qui jusque-là était composée soit d'europhiles à tous crins soit de recalés du suffrage universel à qui il fallait trouver une planque juteuse en attendant mieux, ce qui se traduisait par une absence totale d'intervention significative. Il a agi et parlé avec détermination et effectivement décrit ce qu'il voyait sans fard ni artifice. On comprend mal ce qui l'a conduit à considérer que le politique ne pouvait rien et que la bataille culturelle était la seule voie possible.

Dans le système européen actuel, une seule personne peut changer les choses : le président de la République. Lorsque la Commission et le Parlement européen ont voulu aligner la définition du viol pour toute l'Europe, ce qui est totalement hors des pouvoirs accordés par les traités, Emmanuel Macron a dit non. On en est resté là. On se souvient aussi de la politique de la chaise vide du Général de Gaulle sur la question agricole. Donc les politiques peuvent quelques choses et il importe d'inscrire ces questions dans l'action politique.

Un des intervenants a rappelé que la commission « constitutionnelle » du Parlement européen (une curiosité : il n'y a pas d'autres parlements avec une commission constitutionnelle dans le monde) a voté en octobre pour un projet d'Etat fédéral de plein exercice, et que ce mardi l'Assemblée plénière a voté à la majorité ce projet, avec le soutien du président Macron. Les institutions européennes et une partie des Etats Membres, dont la France, vont pousser à un « Maastricht 2, le retour », toujours au même prétexte : l'élargissement de l'Union impose un approfondissement de son régime fédéral. Tout le premier trimestre va être ainsi consacré à des questions européennes : renouvellement du parlement ; passage à 35 membres ; nouvelle « constitution ». Compte tenu du noyautage des ONG, notamment islamique, cette évolution est évidemment folle : plus personne ne pourra intervenir, même pas les chefs d'Etat.

François-Xavier Bellamy a cru devoir répliquer que ce n'était pas grave, qu'il ne fallait pas s'énervier et que la réaction contre certains excès ne devait pas conduire à d'autres excès ! Le projet était une simple déclaration d'intention et que tout cela resterait dans les limbes européens sans concrétisation.

Son intervention a paru lunaire compte tenu de toutes les horreurs qui avaient été décrites pendant le colloque. Après coup, il est apparu qu'il avait en tête les interventions du RN sur les réseaux sociaux menant campagne en affirmant que les décisions de referendum européen et de suppression du droit de veto avaient été prises et étaient devenues opérationnelles. Il est vrai qu'il ne s'agit jusqu'ici que d'un projet. Mais ce n'est pas qu'un vœu pieux. Une procédure politique est en route avec un calendrier qui apparaîtra sous peu. Éviter de voir sa parole parasitée par les manipulations du RN est

une chose. Une autre est de ne pas voir que les politiques ont une capacité d'intervention actuellement même si Macron ne l'exerce pas contre les interférences islamistes et Woke (le wokisme est l'américanisme des imbéciles). Et que le projet fédéral qui progresse du Parlement européen la supprimera.

Cette mollesse insigne vis-à-vis d'un projet fou, qui signifie la mort de la France comme patrie, comme histoire et comme acteur mondial significatif, jette un voile (si on ose dire) sur l'action européenne de LR.

L'Europe est devenu un grave problème plus qu'une solution. Les traités de Maastricht et de Lisbonne ont été des erreurs majeures qui ont détruit l'originalité et la force du projet européen. Loin des électeurs et dans le silence des médias la foire aux ONG qu'est devenue Bruxelles est une horreur. La France et les Français y perdent lourdement.

Il faut encourager les efforts universitaires pour que l'on regarde les réalités et qu'on publie ce qu'on voit. Le combat culturel est indispensable. Mais la grande bataille est politique ! Là il va falloir des combattants pas seulement des élus commentateurs menant des combats d'arrière-garde, quel qu'en soit le mérite.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.